

RAPPORT DE STAGE

Audit – Commissariat aux comptes

ESC3

Année universitaire 2006-2007

Stage du 02 janvier au 30 avril 2007

PRICEWATERHOUSECOOPERS 

Saint Quentin
35 rue Arnaud Bisson BP 49
02101 SAINT QUENTIN Cedex

Année 2006 – 2007
3^{ème} année

 groupe
sup de co
amiens / picardie

SOMMAIRE

I.	Présentation de PwC.....	5
A.	Historique.....	5
B.	PwC dans le monde.....	6
C.	PwC en France.....	7
D.	Le bureau de Saint Quentin.....	8
1.	Historique.....	8
2.	Organisation.....	8
3.	Organigramme du pôle Audit.....	9
II.	Déroulement du stage.....	11
A.	Une formation sur l'organisation du travail et les outils utilisés.....	11
B.	Les travaux préparatoires des missions d'audit.....	12
1.	Les circularisations.....	12
2.	L'établissement des « leads ».....	12
C.	L'audit et le commissariat aux comptes.....	13
1.	Audit des comptes de trésorerie.....	13
a.	Compte banque.....	13
b.	Compte virement interne.....	14
c.	Compte de caisse.....	14
2.	Audit des comptes fournisseurs et comptes rattachés.....	14
3.	Audit des comptes clients.....	16
4.	Audit des comptes de capitaux propres.....	16
5.	Audit des comptes de stocks.....	17
6.	Audit des comptes d'immobilisation.....	17
D.	Contrôle des procédures d'inventaires et assistance à l'inventaire physique.....	17
1.	Travaux préliminaires.....	18
2.	Revue des instructions et des procédures d'inventaire.....	18
3.	Observations des procédures.....	19
4.	Réalisation des tests.....	19
5.	Comparaison entre les comptages et les quantités saisies et analyse d'écart.....	19
E.	Missions ponctuelles.....	20
1.	Consolidation des comptes de plusieurs entités.....	20
2.	Déclaration de Taxe Professionnelle.....	20
3.	Analyse des valeurs mobilières de placement.....	20
III.	Bilan personnel et conclusion.....	22
IV.	Liste des annexes.....	23
A.	Annexe 1 : Circularisation « banque ».....	23
B.	Annexe 2 : Extrait de balance.....	24
C.	Annexe 3 : Feuille de saisie « Bilan actif à cumuler et à retraiter ».....	25
D.	Annexe 4 : Feuille de saisie « Compte de résultat à cumuler et à retraiter ».....	26
E.	Annexe 5 : Tableaux sur les Valeurs Mobilières de Placement.....	27

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur Dominique BOULANGER, associé PricewaterhouseCoopers Nord de France, pour m'avoir permis de vivre cette expérience au sein du cabinet de Saint Quentin.

Ensuite, remercier Monsieur Jean Yves HUGET, Directeur en charge du service Audit et maître de stage, pour son implication et son entière disponibilité.

Enfin, l'ensemble de l'équipe du cabinet PricewaterhouseCoopers Entreprises de Saint Quentin pour leur accueil et les riches échanges que j'ai pu avoir avec chacun des collaborateurs.

INTRODUCTION

Dans le cadre de ma dernière année au sein de l'Ecole Supérieure de Commerce d'Amiens, j'ai effectué un stage de 4 mois de janvier à avril 2007 au sein du cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes PricewaterhouseCoopers de Saint Quentin. Au cours de ce stage, j'ai pu intégrer l'équipe de Monsieur BOULANGER, laquelle intervient essentiellement sur des missions de commissariat aux comptes auprès de PME et de quelques groupes importants du tissu local et régional.

J'ai choisi de réaliser ce stage dans le but de découvrir les missions du commissaire aux comptes, mais également, dans le cadre de travaux réalisés en clientèle, de partager avec de nombreuses directions financières. Mon objectif, à terme étant plutôt d'intégrer une entreprise.

J'ai ainsi participé aux missions légales de certification des comptes annuels. Accompagné de collaborateurs (juniors et seniors), je suis intervenu à plusieurs reprises au sein des sociétés pour lesquelles PricewaterhouseCoopers est mandaté en tant que commissaire aux comptes. J'ai apprécié apporter ma contribution dans la réalisation des procédures de contrôle exigées pour la certification des comptes, où lors de la réalisation d'inventaires dans certaines entreprises par exemple.

Ce rapport présente rapidement PricewaterhouseCoopers puis, plus en détail, les missions qui m'ont été confiées.

I. Présentation de PwC.

PricewaterhouseCoopers développe des missions d'audit et de conseil pour des entreprises de toute taille, publiques ou privées, privilégiant des approches sectorielles et assurant confiance et valeur ajoutée pour ses clients et l'ensemble des parties prenantes.

A. Historique.

1849 :

Fondation à Londres du cabinet Price par Samuel Lowell Price

1854 :

Fondation à Londres du cabinet Cooper Brothers

1865 :

Edwin Waterhouse rejoint le cabinet Price qui devient Price Waterhouse

1916 :

Ouverture du bureau de Price Waterhouse à Paris

1929 :

Ouverture du bureau de Coopers & Lybrand à Paris

1957 :

Coopers & Lybrand International est créé par l'association de Cooper Brothers & Co (Royaume- Uni) avec Lybrand, Ross Bros & Montgomery (Etats-Unis) et McDonald, Currie & Co (Canada)

Septembre 1997 :

Coopers & Lybrand et Price Waterhouse annoncent leur projet de rapprochement.

Novembre 1997 :

Les associés des différentes activités membres de Coopers & Lybrand et de Price Waterhouse votent le principe du rapprochement dans les différents pays.

Mai 1998 :

La Commission européenne autorise le rapprochement.

Juillet 1998 :

Lancement de PricewaterhouseCoopers

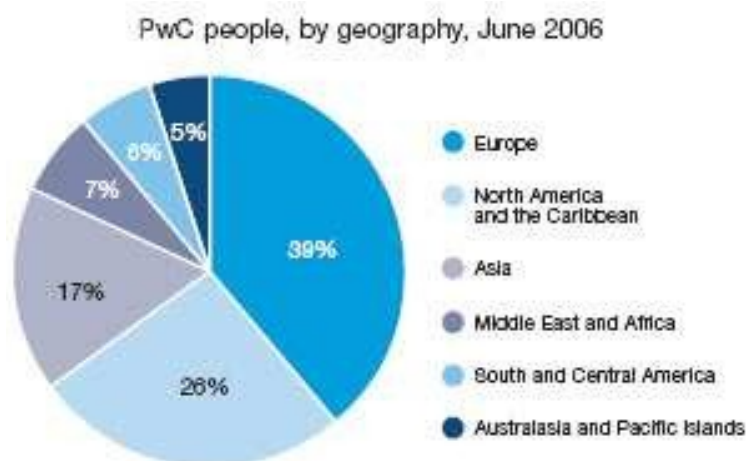
B. PwC dans le monde.

En quelques chiffres, PwC ne compte pas moins de 142.000 collaborateurs dans près de 150, ils y partagent point de vue, expériences et solutions pour proposer des perspectives innovantes et des conseils adaptés à chaque problématique. Ce professionnalisme leur permet d'atteindre un chiffre d'affaires dépassant 22 milliards de dollars au 30 juin 2006.

Ce chiffre d'affaires est en hausse de 17 %, « ce résultat est le fruit d'une augmentation de la demande de services, des nouvelles obligations réglementaires et de conditions économiques favorables », analyse Sam DiPiazza, Directeur mondial de PricewaterhouseCoopers.

Parallèlement, les services proposés ont évolué avec les réglementations, leur qualité s'est accrue et des programmes internationaux ont fait de PwC une organisation de premier plan pour lancer et confirmer une carrière professionnelle.

Les implantations PwC à travers le monde sont réparties comme suit :



On notera que l'implantation la plus importante se situe en Europe (39%), ce qui semble tout à fait logique compte tenu de l'historique présenté ci-dessus.

Leader mondial, PwC fait partie des quatre plus importantes structures du monde (avec KPMG, Ernst & Young et Deloitte), et ce depuis l'affaire Enron et la dissolution du cabinet Andersen Consulting.

À l'instar des autres Fat Four, PwC est un cabinet et non une entreprise, il est donc constitué d'entités légalement autonomes et indépendantes, membres du réseau PricewaterhouseCoopers International Limited.

C. PwC en France.

En France, PwC est, selon les sources, le quatrième plus important cabinet en termes de chiffre d'affaire. Il compte notamment dans sa clientèle pas moins de 13 sociétés cotées au CAC 40.

Cabinet	CA HT (K€)	Clôture	Employés	Bureaux
KPMG France	716 764	09/2006	6 653	194
Deloitte France	554 000	05/2006	4 600	148
Ernst & Young France	550 000	12/2006	3 000	15
PricewaterhouseCooper France	452 100	06/2006	1 900	26

Source : La Profession Comptable - Numéro 290 - Mars 2007

En France, PwC développe cette approche avec Landwell, cabinet d'avocats correspondant. Constitué d'entités légalement autonomes et indépendantes, membres du réseau PricewaterhouseCoopers International Limited, PricewaterhouseCoopers rassemble en France 3 500 personnes dans 27 bureaux (le bureau de Levallois Perret ne figure pas sur la carte ci-dessous).

De plus, en France, PricewaterhouseCoopers est un acteur de référence en matière de doctrine comptable grâce à sa participation active aux instances de normalisation et son département Publications et Consultations. Fort d'un leadership éditorial, il est également à l'origine des grands événements clés en matière comptable et financière en France.



Source : www.pwc.fr

D. Le bureau de Saint Quentin.

1. Historique.

Le cabinet a été fondé en 1952. Il était alors dénommé SECA : Société d'Expertise Comptable de l'Aisne.

Après avoir fusionné avec Coopers, afin de bénéficier des moyens, méthodes de travail et renommée de la firme ainsi que de son champ d'action, le cabinet est aujourd'hui membre du réseau Pricewaterhouse Coopers Entreprises. A ce titre, il propose l'ensemble des services de Pricewaterhouse Coopers.

Le service commissariat aux comptes est rattaché à PWC Entreprises qui est le secteur de PWC dédié aux entreprises de taille moyenne.

2. Organisation.

Le cabinet réunit 3 associés experts-comptables et commissaires aux comptes :

Didier BRUN,
Patrick HERNOUX,
Et Dominique BOULANGER.

Il est divisé en trois pôles : Assistance, Révision et Audit.

L'assistance est le service qui accompagne les petites entreprises dans leur gestion comptable de tous les jours.

La révision a un rôle d'expertise comptable auprès des PME-PMI. Il effectue également des missions d'audit contractuel.

Le service d'audit quant à lui, service dans lequel j'ai effectué mon stage, intervient exclusivement dans le cadre de missions de commissariat aux comptes.

3. Organigramme du pôle Audit.

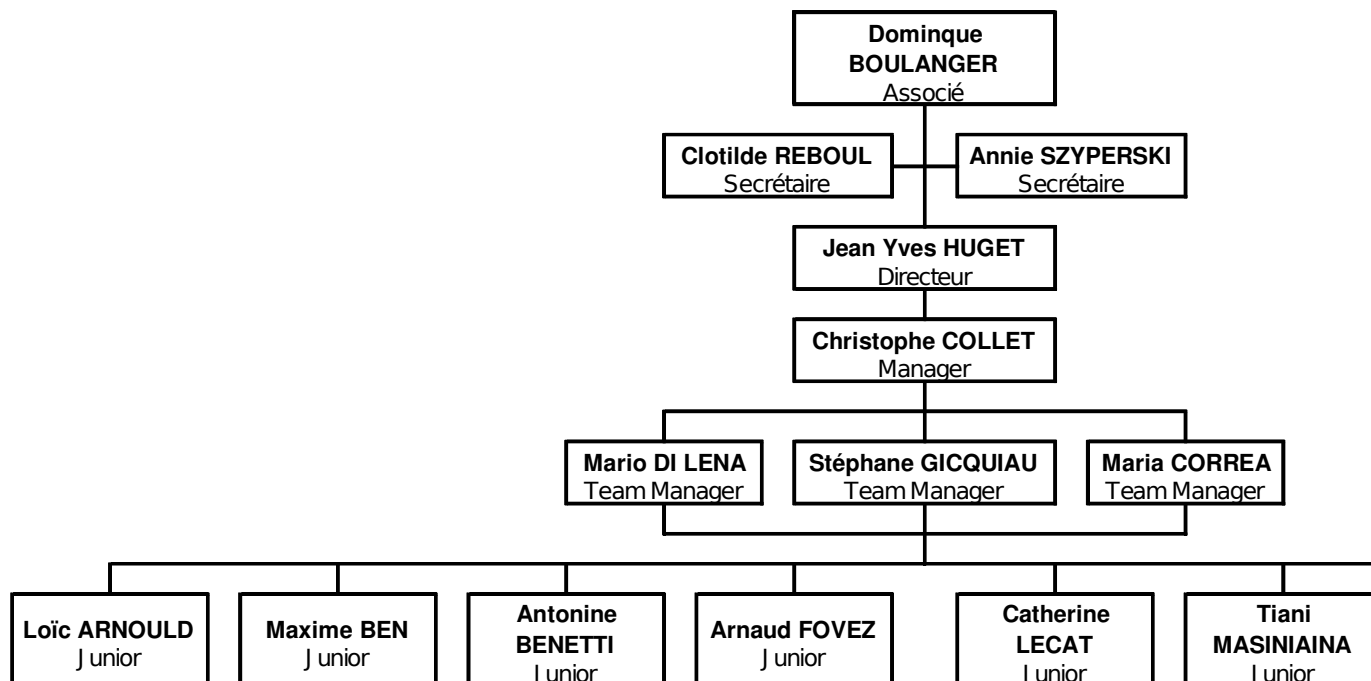
Vous trouverez ci-après l'organigramme du bureau de Saint Quentin. Il s'agit dans cet organigramme de l'aspect hiérarchique du cabinet. Bien entendu, l'aspect organisationnel est moins segmenté. En effet, l'interaction entre les individus est primordiale même si dans le suivi d'un dossier, chaque personne a son rôle personnel.

C'est une équipe véritablement pluridisciplinaire, à même d'appréhender et d'approfondir les différents aspects d'une problématique.

La taille humaine de cette structure m'a permis de travailler avec la plupart des collaborateurs du cabinet et ainsi apporter mes compétences théoriques dans divers domaines et de recevoir un apprentissage le plus exhaustif possible grâce à cette multitude de compétences réunies dans une même structure.

PricewaterhouseCoopers Saint Quentin, comme l'ensemble des structures dans le monde, bénéficie de la force d'un réseau international, porté par des structures de coordination et des méthodologies éprouvées, pour se développer et apporter aux clients une expertise à la hauteur des plus grands cabinets du monde tout en conservant une sensibilité locale.

Cf. organigramme page suivante.



II. Déroulement du stage.

Auditeur de 33 sociétés du SBF 120¹ et de 13 sociétés du CAC² 40, PricewaterhouseCoopers est présent dans tous les secteurs de l'économie et est l'un des leaders de l'audit et du commissariat aux comptes, en France et dans le monde. PwC accompagne également les grandes entreprises nationales et régionales.

L'audit moderne exercé dans le cadre d'un commissariat aux comptes répondant aux besoins d'un gouvernement d'entreprise rénové, réunit, en fonction des besoins, une équipe multi compétences capable d'assurer une sécurité d'ensemble des informations données à leurs différents destinataires. Cette mission repose en particulier sur le respect des règles d'indépendance, sur la mise en œuvre de moyens appropriés, sur des systèmes d'information ou des dispositifs de contrôle interne audités de manière constructive, sur des dispositifs validés de respect de la légalité, sur des pré audits des conséquences comptables, juridiques, fiscales et financières d'opérations spécifiques, et sur des principes de gouvernement d'entreprise correctement appliqués.

Attester de la sincérité des états financiers d'une entreprise suppose d'appréhender son activité dans son ensemble (secteur, enjeux, réglementation...), afin d'être en mesure de faire le diagnostic des processus opérationnels et d'identifier les risques.

Les normes qu'appliquent les auditeurs de chez PricewaterhouseCoopers reposent sur :

- L'identification des risques, sectoriels ou spécifiques pouvant avoir un impact sur les états financiers,
- La compréhension de la manière dont les activités sont produites (systèmes d'information, processus de consolidation,...) et contrôlées (outils de pilotage, organisation du contrôle interne, activités de l'Audit Interne,...),
- L'évaluation de la pertinence de ces contrôles,
- Leur validation sur base de tests.

Elles prennent également en compte les spécificités liées aux activités et à l'organisation de chaque entreprise.

A. Une formation sur l'organisation du travail et les outils utilisés.

Avant de débiter toute mission d'audit en clientèle, mon stage débuta par une formation de 3 jours, qui avait pour but de familiariser l'ensemble des nouveaux entrants chez PricewaterhouseCoopers (stagiaires et juniors) avec l'organisation et la rigueur de travail mais également avec les outils informatiques utilisés.

Cette formation, dispensée dans les locaux de La Défense à Paris, me permit, grâce à des exercices de simulation, de comprendre l'enjeu des interventions des

¹ Indice boursier de référence sur la place de Paris, il est déterminé à partir du cours des 40 actions du CAC 40 et de 80 valeurs du premier et du second marché les plus liquides cotées sur Euronext Paris. Cet indice est représentatif du marché dans son ensemble. (SBF = Société des Bourses Françaises)

² CAC : Cotation Assistée en Continu

commissaires aux comptes en entreprise, mais aussi de découvrir la rigueur avec laquelle les dossiers permanents.

Sur le plan matériel, certains dossiers étaient « papier », d'autres « informatiques ». Dans ce dernier cas, le déroulement de la mission était facilité par la tenue informatique du dossier via le logiciel « My Client » conçu exclusivement par et pour PricewaterhouseCoopers.

Ce logiciel est un dossier informatique comprenant des sections, elles-mêmes divisées en étapes de travail, permettant de visualiser les travaux à effectuer, de noter les travaux exécutés et les conclusions qui en découlent. Il est possible d'y attacher des fichiers (Excel notamment) ou de les incorporer à la feuille de travail.

C'est avec toute cette méthodologie et ces moyens que j'ai pu effectuer l'audit de comptes trésorerie, fournisseurs, clients, stocks et immobilisations au cours des missions qui se sont déroulées au sein de PME et d'associations.

B. Les travaux préparatoires des missions d'audit.

1. Les circularisations.

Pour certifier les comptes de l'entreprise, l'auditeur a deux possibilités, la certification interne ou externe, la seconde étant évidemment plus sûre puisque faisant intervenir un tiers dont les intérêts sont opposés à ceux de l'entité auditée.

Ainsi, pour obtenir l'information, des lettres appelées de « circularisation » étaient envoyées à la banque et/ou aux fournisseurs de l'entité afin de valider les soldes des comptes de l'entreprise.

Cependant, les tiers contactés n'ont aucunement obligation de répondre à ces circularisations, ce qui implique un taux de réponse parfois assez faible.

Annexe 1 : Circularisation d'une banque.

2. L'établissement des « leads ».

Pour chaque section, la seconde tâche à accomplir était d'établir le « lead », c'est à dire un état récapitulatif des soldes des comptes concernés, pour l'année étudiée et pour l'année précédente afin de mettre en relief les variations en pourcentage les plus significatives, et ainsi pouvoir en obtenir une explication par l'entreprise.

Ces leads se présentent sous forme de tableaux simples, comme suit pour la trésorerie :

Lead Banques					
Compte	Libellé	Compte GB	31/12/2004	31/12/2005	Variation
512020	CHEQUES A DEBITER B.P.I.C.	102491	-4 700	-14 874	-10
512040	REMISES CHQ BPIC	102492	0	2 226	2
512100	BANQUE C.C.F.	102470	0		0
512110	BANQUE C.R.C.A.	102480	0		0
512130	BANQUE DE PICARDIE	102490	142 028	411 772	270
	Sous-total Banque		137 329	399 124	262
531002	CAISSE Trie EUR	100000	0	0	0
	Sous-total Caisse		0	0	0
580000	VIREMENTS INTERNES		0	0	0
	Total		137 329	399 124	262

Selon caf N-1
Selon BG au 31/12/05

C. L'audit et le commissariat aux comptes.

Quelle que soit la section dans laquelle un auditeur intervient, la première de ses missions et donc des miennes, est de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des documents qui lui sont remis, d'une part en rapprochant les totaux ou les soldes des documents de travail avec ceux des documents financiers (bilan, compte de résultat) et de la balance générale de travail, d'autre part en effectuant un contrôle arithmétique (vérification des totaux).

Annexe 2 : Extrait de balance.

Les autres travaux étaient spécifiques à chaque section.

1. Audit des comptes de trésorerie

a. Compte banque.

La méthode principalement utilisée était celle de la circularisation, celle des banques portant sur les soldes des comptes de dépôt à vue, des comptes titres, des intérêts courus, des emprunts, des cautions, des signatures autorisées, des effets remis à l'escompte ou à l'encaissement, des autorisations de découvert et de toute forme d'avance de trésorerie.

A partir de ces circularisations, il fallait ensuite contrôler le fait que l'entité avait correctement provisionné les intérêts débiteurs portant sur 2006 non encore facturés.

Cependant, les établissements bancaires n'étant pas dans l'obligation de répondre aux circularisations envoyées, il était fréquent de ne pas avoir de réponse, et de devoir travailler avec les documents comptables.

Venait ensuite la vérification du rapprochement bancaire par le contrôle de l'apurement des sommes en rapprochement sur 2007 et l'analyse des sommes anciennes en rapprochement.

Enfin, un contrôle sur les relevés bancaires concernant d'éventuelles sommes inhabituelles était effectué.

b. Compte virement interne.

Le solde de ce compte devait être nul. A défaut, je demandais une explication au service comptable.

c. Compte de caisse.

Pour ce compte mon travail a consisté à vérifier l'absence de mouvement inhabituel ou suspect et à contrôler que la caisse n'était jamais créditrice.

Aussi, il m'est arrivé de vérifier numériquement la caisse.

2. Audit des comptes fournisseurs et comptes rattachés

Les comptes concernés par cette section sont les comptes 401 à 409 du plan comptable général.

Les fournisseurs étudiés étaient ceux dont les soldes à la clôture étaient supérieurs à un certain montant (déterminé en fonction du seuil de signification).

Dans un premier temps, nous calculions un ratio qui allait nous apporter un indicateur supplémentaire par rapport au lead : le ratio fournisseur.

Toutefois le cabinet utilise une approche fine afin d'obtenir un ratio plus cohérent avec l'activité de fin d'année, à savoir que l'on considère que le solde fournisseur est exclusivement composé des derniers achats de l'année.

Exemple :

Soit un solde fournisseur, pour l'exercice portant sur l'année 2006 de 186 037 € pour une entreprise ayant les consommations suivantes :

Décembre : 103 140 €

Novembre : 121 999 €

Octobre : 103 172 €

Le solde représente, ici, le dernier mois de consommation de l'année, soit 31 jours et un reliquat égal à $186\,037 - 103\,140 = 82\,897$ € correspondant à $82\,897 / 121\,999 * 30$ jours = 20,4 jours

Le ratio définitif est donc de $31 + 20,4 = 51,4$ jours

Ainsi en cas de modification des conditions de règlement des fournisseurs en cours d'année, le ratio obtenu correspond mieux aux délais pratiqués en fin d'année.

Calcul du délai moyen de règlement fournisseurs

en €		31/12/2005		31/12/2006	
Solde Fournisseurs TTC		154 094		186 037	
Achats	Nbre de jours	Achats mensuels TTC 05	Solde restant	Achats mensuels TTC 06	Solde restant
Décembre	31	79 668	74 426	103 140	82 897
Novembre	30	114 897	-40 471	121 999	-39 102
Octobre	31	81 384		103 172	
Ratio		50.4		51.4	
		Augmentation de		1.0	jours

Ok PwC LY
 Ok pointé journal de ventes
 Ok BG auditée

Ce ratio calculé, il fallait ensuite justifier les comptes fournisseurs. Et pour cela plusieurs analyses devaient être effectuées.

Pour les comptes 401 et 404, la méthode privilégiée était la circularisation. En effet, quelle meilleure méthode de vérification pourrait être utilisée que celle consistant à demander au fournisseur concerné de nous transmettre le solde du compte de l'entreprise auditée dans sa comptabilité pour une date donnée ?

Cette méthode peut être jugée fiable, puisqu'elle fait intervenir un tiers dont les intérêts sont opposés à ceux de l'entreprise auditée.

La confrontation du solde client du fournisseur et du solde fournisseur de l'entreprise auditée à une même date pouvait donner lieu à des écarts, lesquels devaient être justifiés par l'entreprise.

Plusieurs justifications étaient possibles :

règlements non encore comptabilisés chez le fournisseur.

factures non parvenues à l'entreprise.

Lorsque la justification paraissait cohérente ou bien lorsqu'il n'y avait pas d'écart entre les deux soldes, la circularisation était satisfaisante et il était possible de considérer que le compte fournisseur était justifié.

En cas d'absence de réponse ou de fournisseurs non circularisés présentant un solde à la clôture dépassant le seuil de sélection, des tests alternatifs devaient être menés.

Ceux-ci consistaient en une analyse de la composition du solde en demandant à voir certaines factures et en vérifiant leur apurement (c'est à dire leur règlement sur le nouvel exercice).

L'analyse se terminait en vérifiant que les comptes ne présentaient pas d'opérations anciennes (plus d'un an).

Par ailleurs, les comptes de fournisseurs présentant un solde débiteur étaient contrôlés. La justification principale étant la présence d'avoir(s) dans le compte.

Ensuite, il fallait vérifier que les comptes des fournisseurs que l'entreprise réglait en devises étaient convertis selon le bon taux et que les écarts de change correspondant avaient été correctement comptabilisés.

Venait ensuite la vérification des factures non parvenues (FNP).

Le travail sur cette partie nécessitait à la fois d'examiner les FNP comptabilisées par l'entreprise, mais également de réfléchir à celles que l'entreprise aurait pu oublier.

La première partie s'exécutait par la vérification des factures reçues entre la clôture et la date de notre intervention ou par la vérification du calcul effectué par l'entreprise.

La seconde partie faisait appel à l'expérience de l'auditeur (donc celle(s) du ou des collaborateurs présent(s) en clientèle avec moi qui me guidai(ent) sur ce point) et se basait également sur une comparaison avec les FNP de l'exercice précédent.

Enfin, la dernière étape de cette section était la vérification du « cut-off », c'est-à-dire de la séparation des exercices.

Pour cela, je demandais les cinq derniers bons de réception de l'année 2006 et les cinq premiers bons de réception de l'année 2007 ainsi que les factures correspondantes. Je vérifiais alors leur date de comptabilisation afin de confirmer que les charges étaient rattachées au bon exercice.

Sur le même principe, je pouvais me baser sur les journaux d'achat de décembre 2006 et janvier 2007 et vérifier les dates des bons de réception et les dates d'entrée en stocks.

3. Audit des comptes clients

Le travail effectué sur les comptes clients est très proche de celui effectué sur les fournisseurs pour les généralités et la comptabilité auxiliaire (circularisation, soldes ou montants inhabituels, apurement, cut-off, conversion des comptes en devise,...).

Evidemment, n'étaient plus contrôlés les effets à payer mais les effets à recevoir, mais un autre travail était effectué sur les clients douteux et litigieux. C'est-à-dire, rechercher les créances anciennes non classées en créances douteuses, vérifier le bien-fondé des mouvements et la réalité des causes de reprise de provisions, s'assurer de la justification des passages en irrécouvrable,...

4. Audit des comptes de capitaux propres

Les sociétés au sein desquelles nous sommes intervenus n'ont pas connu de mouvement de capital social au cours de l'année 2006. Par conséquent, mes tâches ont été simplifiées pour cette section.

Principalement, j'ai eu à vérifier que l'affectation du résultat décidée par l'assemblée générale des sociétés avait été correctement comptabilisée. Ce ne fût pas le cas lors d'une de nos interventions, et après l'avoir fait remarquer à la comptable, la modification fût apportée.

De même, il fallait contrôler le niveau des capitaux propres par rapport au capital social.

5. Audit des comptes de stocks

Mon travail s'est limité aux stocks de marchandises et matières premières d'une entreprise.

Les vérifications ont porté sur les quantités (qui devaient être identiques à celles relevées lors de l'inventaire), l'évaluation (selon le FIFO, à partir des dernières factures) et la dépréciation (quels étaient les stocks à déprécier, pour quel montant, la provision était-elle correctement comptabilisée...)

6. Audit des comptes d'immobilisation

Mon travail pour cette section était basé sur les immobilisations corporelles et les dépôts et cautionnements.

Concernant les immobilisations corporelles, le premier travail consistait à faire apparaître sur la liste des immobilisations les mouvements en montants et de les rapprocher de la balance générale.

Il fallait ensuite examiner, par sondages, les pièces justificatives des principales acquisitions (facture, contrat d'achat,...) et cessions / mises au rebut (facture, procès verbal de mise au rebut, certificat de destruction,...). Puis, procéder au split immo/charges, c'est-à-dire relever (principalement) les factures d'entretien et réparations significatives et s'assurer que la distinction entre immobilisation et frais généraux est correctement appliquée.

Enfin, apprécier la cohérence de la dotation aux amortissements en fonction des méthodes appliquées, de l'ancienneté des principaux investissements et de la dotation de l'exercice précédent.

Pour les dépôts et cautionnement, le détail des derniers versements était vérifié, notamment l'encaissement réel des remboursements. Et une étude était menée sur l'opportunité de provisions.

D. Contrôle des procédures d'inventaires et assistance à l'inventaire physique.

Lorsque le commissaire aux comptes estime que les stocks sont significatifs, il assiste à la prise d'inventaire physique afin de collecter des éléments suffisants et appropriés sur l'existence et sur l'état physique de ceux-ci.

La présence à la prise d'inventaire permet au commissaire aux comptes de vérifier que les procédures définies par la direction pour l'enregistrement et le contrôle des résultats des comptages sont appliquées et d'en apprécier la fiabilité.

Lorsque les stocks sont répartis sur plusieurs sites, le commissaire aux comptes détermine les lieux où il estime que sa présence à l'inventaire physique est nécessaire. Pour ce faire, il tient compte du risque d'anomalies significatives au niveau des stocks de chaque site.

J'ai, pour ma part, assisté aux inventaires physiques de deux entreprises, un site de production et une chaîne de revendeurs distributeurs.

1. Travaux préliminaires

Les travaux préliminaires consistent à acquérir un maximum d'informations sur les inventaires de l'entreprise concernée, c'est-à-dire les instructions d'inventaire, la description des stocks, leur répartition, le calendrier des inventaires et des informations sur le nombre de références ou les éventuels stocks détenus par des tiers.

Avec ces éléments et l'analyse des conclusions des travaux effectués sur les exercices précédents, il était alors possible de définir les objectifs de l'assistance à l'inventaire physique, la liste des sites à inventorier, le type de test de détail à réaliser, la taille de l'échantillon à tester et les modalités de sélection pour chaque site retenu.

2. Revue des instructions et des procédures d'inventaire

Ce travail avait lieu, comme les travaux préliminaires, avant l'inventaire physique.

La préparation et la diffusion des instructions visaient à identifier les personnes ayant préparé et approuvé les instructions et identifier leurs compétences en la matière et leur indépendance vis-à-vis de la logistique.

Les instructions concernant l'inventaire physique devaient ensuite être identifiées : la personne responsable de comptage des stocks, la prise en compte de l'ensemble des zones de stockage, la préparation au comptage (étiquetage, rangement,...) et les instructions pour les articles difficiles à identifier ou appartenant à des tiers. Les instructions concernant le comptage et l'exploitation des résultats devaient elles aussi être identifiées : procédures de comptage, indépendance des personnes en charge du double comptage, distribution, collecte et contrôle des feuilles de comptage et la mise à jour du fichier des stocks.

Enfin, il y avait un contrôle sur les instructions concernant les mouvements de stocks : traitement des marchandises en transit, modalités d'inventaire des stocks détenus par des tiers ou les dispositions prises pour assurer le bon fonctionnement du cut-off.

3. Observations des procédures

Cette étape, contrairement aux précédentes, se déroulait pendant, et non avant, l'inventaire. Elle vise à s'assurer du bon déroulement de l'inventaire physique. Les auditeurs externes présents sur le/les site(s) devaient alors veiller à ce que la préparation de l'inventaire soit effective et qu'elle aide vraiment le bon déroulement des comptages, mais aussi que ceux-ci soient bien effectués ou que l'ensemble des zones définies soient comptabilisées, mais également vérifier que les comptages soient bien effectués en aveugle.

Lorsque l'inventaire physique est terminé, les auditeurs s'assurent que les résultats sont comparés à l'état des stocks, que les procédures d'inventaire ont été respectées ainsi que celles prévues pour respecter le cut-off.

4. Réalisation des tests

Ces tests servent à valider les comptages réalisés par les personnes qui en sont en charge.

Le travail consistait à effectuer des tests de comptage en sélectionnant, des articles à partir du stock physique, du listing de stock avant inventaire ou des feuilles de comptages, conformément aux types de tests, aux critères de sélection et à la taille d'échantillon déterminés. Après avoir effectué ces tests, il fallait rapprocher nos comptages de ceux effectués par l'entreprise. En cas d'écart par rapport aux comptages du client, la nature et la cause de chacun des écarts devaient être déterminées et documentées. Des travaux complémentaires pouvaient alors être menés.

Enfin, il fallait veiller à ce que certaines quantités comptées soient converties justement avant d'être reportées dans le listing final, et surtout veiller au respect du cut-off en prenant copie de derniers bons de réception et d'expédition et, le cas échéant, obtenir la liste des retours fournisseurs et des retours clients ayant eu lieu durant l'inventaire et s'assurer de leur correct traitement.

5. Comparaison entre les comptages et les quantités saisies et analyse d'écart

Après l'inventaire, il fallait obtenir auprès du client l'ensemble des écarts constatés et vérifier leur bonne comptabilisation.

Sur base de sondage, à partir des tests de comptage effectués lors de l'inventaire et le cas échéant des feuilles de comptages récupérées auprès du client, il fallait vérifier que les quantités comptées lors de l'inventaire soient correctement reportées sur le listing des stocks définitif. Et, afin de couvrir le risque d'erreur de saisie, intentionnelle ou non, par sondages également, à partir du listing stocks définitif, rapprocher les quantités reportées des quantités comptées lors de l'inventaire physique (figurant sur nos papiers de travail ou sur les fiches de comptage du client).

E. Missions ponctuelles.

Outre le travail effectué lors des missions exposées précédemment, j'ai également à travailler sur quelques missions ponctuelles qui m'ont été demandées par les collaborateurs du service Audit. Je vais essayer dans cette partie d'en décrire quelques unes des plus significatives.

1. Consolidation des comptes de plusieurs entités

Cette mission concernait une structure dont la gestion était éclatée en plusieurs entités.

Après que l'audit des comptes de cette structure ai été effectué, l'objectif était de regrouper les différents tableaux des entités pour en retirer les résultats de la structure dans son ensemble. Ainsi, le regroupement des données telles que les amortissements, les provisions ou encore les immobilisations, permettait d'établir des bilan et compte de résultat globaux

Lorsque ces tableaux étaient complétés, il fallait passer quelques écritures de retraitement. Les écritures retraitées furent celles dont la comptabilisation était double (par exemple dans la comptabilité du siège et dans une des entités).

On pouvait alors confirmer le résultat retraité de la structure.

Annexe 3 : Feuille de saisie « bilan actif à cumuler et à retraiter »

Annexe 4 : Feuille de saisie « compte de résultat à cumuler et à retraiter »

2. Déclaration de Taxe Professionnelle

Certaines entités, généralement des associations, font régulièrement appel au cabinet PricewaterhouseCoopers de Saint Quentin pour l'ensemble de leurs déclarations fiscales. Ainsi, lors de mon stage, j'ai eu à remplir certains feuillets concernant la taxe professionnelle pour quelques clients du cabinet.

Puisqu'il s'agissait d'entités relativement simples, la déclaration de la taxe professionnelle restait facile à remplir. Il suffisait d'être en possession des documents comptables de l'entreprise et de connaître suffisamment celle-ci pour pouvoir, par exemple, renseigner le nombre de salariés (dont les apprentis et handicapés physiques) ou bien encore la valeur locative de certains biens.

Cette mission me permit de découvrir le formulaire destiné à la déclaration de la taxe professionnelle (annexe ...) et de comprendre comment était calculée cette taxe.

3. Analyse des valeurs mobilières de placement

Cette mission a consisté en une analyse des entrées et sorties en terme de VMP³ d'une entité.

³ VMP : Valeur Mobilière de Placement

Cette étude a été réalisée à partir du fichier existant de l'exercice précédent et mis à jour grâce aux informations recueillies auprès du client (annexe...). Le tableau synthétisant l'ensemble des opérations antérieures à notre intervention, y ont été rajoutées les opérations de l'exercice contrôlé, ce qui a permis de définir clairement les plus ou moins values de l'entité.

Annexe 5 : Tableau de mouvements de VMP d'une structure

La liste de ces missions ponctuelles n'est pas exhaustive, mais ce rapport identifie les points forts de ce stage et non les missions sans réelle valeur ajoutée.

III. Bilan personnel et conclusion.

Tout au long du rapport, vous avez pu vivre une partie du travail d'un cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes. Bien entendu le rapport n'est pas une image exhaustive du métier mais il m'a semblé plus opportun de me focaliser sur certaines missions qui ont été, par ailleurs, les principales missions que l'on m'a confiées.

La diversité des missions et des domaines abordés ont été une réelle motivation pour m'impliquer toujours de plus en plus dans le stage, et cela sera, j'en suis persuadé une expérience unique dans mon parcours professionnel. Mon goût pour les chiffres s'est confirmé lors de ce stage même si, pour pouvoir apprécier l'évolution d'une entité, il faut être capable de lire à travers eux.

Ce stage m'a énormément apporté sur les plans technique et organisationnel. L'enseignement scolaire m'a surtout permis d'avoir des méthodologies de travail et une grande capacité d'adaptation, mais surtout à découvrir et comprendre plus en profondeur la réalité économique d'une structure.

Cependant, il résulte également de ce stage que mon parcours professionnel de devrait pas s'inscrire dans un de ces cabinets. J'ai en effet préféré mon expérience en entreprise lors de mon stage de fin de deuxième année. Ce constat est dû à mes choix et préférences et non à la qualité de l'accueil ou aux personnes rencontrées lors de ce stage qui ont toutes étaient, pour moi, des rencontres intéressantes. Je préfère en effet les missions d'un contrôleur de gestion à celle d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes.

Malgré tout, ce stage m'a également ouvert les yeux sur un niveau relativement faible en comptabilité, et j'envisage aujourd'hui de faire quelques formations supplémentaires se rapprochant du DCG⁴. J'oriente cependant ma recherche d'emploi aujourd'hui vers un poste de contrôleur de gestion.

⁴ DCG : Diplôme de Comptabilité et de Gestion

IV. Liste des annexes.

A. Annexe 1 : Circularisation « banque ».

BANQUES

PAPIER A EN-TETE DU CLIENT, SIGNE PAR UN RESPONSABLE HABILITE A OPERER SUR LES COMPTES EN BANQUE

(Nom et adresse de l'établissement bancaire)

(Date)

Mesdames, Messieurs,

Nous vous serions très obligés d'adresser à (nos auditeurs (a) ..., qui procèdent) (notre commissaire aux comptes, Monsieur ..., qui procède (b)) actuellement à l'examen de nos comptes, les renseignements suivants, après clôture de vos écritures au ...

(1) Le montant de notre ou de nos avoirs chez vous à cette date, précisant la devise dans laquelle doivent s'opérer les règlements et si ces soldes sont libres de tout engagement ou soumis à des restrictions dont vous voudrez bien indiquer la nature. Au cas où des comptes ayant fonctionné dans les douze mois précédant la date susvisée seraient soldés à cette date, vous voudrez bien en indiquer la nature et les modalités de fonctionnement dans votre réponse.

(2) Le détail des taux d'intérêts applicables sur tous les comptes, et dates auxquelles ces intérêts ont été débités ou crédités dans ces mêmes comptes.

(3) Le détail de tous prêts ou avances que vous nous auriez consentis et qui ne seraient pas remboursés à cette date, comprenant une description des garanties que vous avez reçues éventuellement concernant ces prêts et/ou des conditions relatives à nos transactions ou à notre situation financière, auxquelles nous serions soumis à l'occasion de ces prêts ou avances.

(4) Le détail de toutes affaires (y compris en cours "CMCC", crédits "Loi Dailly", effets en cours d'escompte ou d'encaissement) au sujet desquelles notre responsabilité était engagée.

(5) Le détail de tous titres détenus par vous pour notre compte soit en garde ou dépôt, soit en garantie.

(6) Toutes autres informations complémentaires concernant nos opérations chez vous et susceptibles de se rapporter aux éléments ci-dessus ou à des transactions en cours d'exécution.

(7) Nous vous serions de même très obligés de fournir une liste des personnes autorisées auprès de vous à faire fonctionner nos comptes avec indication des combinaisons suivant lesquelles ces signatures peuvent être valablement utilisées ainsi que les plafonds prévus pour de telles signatures.

Nous vous serions obligés de bien vouloir adresser ces renseignements dès que possible directement à l'adresse suivante:

(c)

avec un double de votre réponse à nous-mêmes.

En vous remerciant à l'avance de votre obligeance, nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Signature d'une personne habilitée

(a) Nom du Cabinet ou nom du commissaire aux comptes titulaire

(b) Rayer la mention inutile

(c) Nom et adresse du cabinet

B. Annexe 2 : Extrait de balance.

101300	Capital Souscrit - Appelé Versé	-7816487,00
106110	Réserve Légale proprement dite	-90557,34
110000	Report à nouveau (Solde Créditeur)	-620589,35
143100	Prov.régl. Rélat.aux stocks (Hausse des	-224102,19
143101	Prov.Régl. Rélat.aux stocks (Hausse des	-103,00
143102	Prov.Régl. Rélat.aux stocks (Hausse des	-10238,00
145000	Amortissements Dérogatoires	-2091704,12
153000	Provisions pour Pensions et Obligations	-406140,00
153200	Provisions pour Médailles du Travail	-82904,00
166200	Part. Sal.aux Fruits de l'Exp.(Fonds Pa	-57235,95
166201	Part. Sal.aux Fruits de l'Exp.(Fonds Pa	-470521,54
168860	Intérêts courus sur parti sal. aux frui	-26304,44
205300	Logiciels	260175,54
208000	Autres immobilisations incorporelles	13900,00
211500	Terrains bâtis	86282,18
213100	Constructions	8377,57
213110	Ensembles immobiliers industriels	1766004,99
213500	Inst. générales - agenc.- amén. des con	2218389,07
213810	Ouvrages d'infrastructure - voies de te	302271,91
215340	Install. À caractère spécifique sur sol	350623,40
215400	Matériel & outillage industriel	19916192,39
218100	Installations générales - agenc.- aména	768230,14
218200	Matériel de transport	89833,23
218310	Matériel informatique	423813,20
218400	Mobilier	129892,31
231000	Immobilisations Corporelles en Cours	151781,28
231001	Immobilisations Corporelles en Cours SO	32650,00
238000	Acomptes Investissements	64890,00
238001	Acomptes Investissements HORS PAI	13890,00
275101	Dépôts versés > 1 an	21155,51
280530	Amortt logiciels	-171788,06
280800	Amort autres immobilisations incorporel	-1158,33
281310	Amortt Constructions	-46,57
281311	Amortt ensembles immobiliers industriel	-1515224,61
281350	Amort inst. générales - agenc- aménagt	-1591390,48
281381	Amortt ouvrages d'infrastructure - voie	-197009,96
281534	Amortt install. à caractère spécifique	-221047,09
281540	Amortt Matériel industriel	-16465833,83
281810	Amortt Installations générales - agenc.	-89431,59
281820	Amortt Matériel de transport	-47835,27
281831	Amortt Matériel informatique	-335713,33
281840	Amortt Mobilier	-119831,88
311000	Matières Premières Papiers	732206,52
312000	Autres Matières Premières	16713,45
321000	Matières Consommables	21418,07
322000	Autres fournitures consommables	38338,53
322100	Pièces de rechange	248632,78
326000	Emballages	44415,73

C. Annexe 3 : Feuille de saisie « Bilan actif à cumuler et à retraiter »**BILAN ACTIF A CUMULER ET A RETRAITER**

ACTIF	ok BG SIEGE	ok BG A	ok BG B	ok BG C	ok BG D	ok BG E	ok BG F	ok BG G	ok BG CUM
IMMOB. INCORPORELLES									
Frais d'établissement									
Autres		8 704	4 772	1 981	6 162		6 361	696	
IMMOB. CORPORELLES									
Terrains	96 574								
Constructions					410 049		1 002 964		1 412 013
Installations agencements	583	78 698	13 458	10 484	162 122		276 362	6 147	5 000 000
Installations techniques		81 009	52 797	24 794	164 755	8 362	80 749	375 752	7 000 000
Matériels de transport	13 044	57 146	65 216	37 187	85 737	20 898	73 268	104 009	4 000 000
Matériels informatiques	5 731	17 324	9 255	7 355	43 860	1 460	50 269	12 021	1 000 000
Emballages									
IMMO. EN COURS					3 632		34 776		
IMMO. FINANCIERES									
Autres titres immobilisés	240				240				
Autres immo. Financières	1 409	3 326	682		610		683		
Prêts									
ACTIF CIRCULANT									
Stocks									
Clients		15 985	2 232	5 207	23 321	47 249		170 933	2 000 000
Autres créances	57 134	150 920	88 193	86 827	17 626	3 533	78 302	85 648	5 000 000
VMP	411 981	32 200		17 633					4 000 000
Disponibilités	116 264	104 547	111 295	38 526	411 924	99 145	189 666	1 258 796	2 300 000
Ch. Constatée d'avance	2 496		90	155			1 669		
Charges à répartir sur plusieurs exercices									
TOTAL ACTIF BRUT	705 457	549 857	347 989	230 150	1 330 038	180 648	1 795 069	2 014 003	7 150 000
Total des amortissements	6 536	163 092	107 524	16 486	593 602	18 215	793 278	295 648	1 990 000
Total des provisions	6 565							22 779	2 000 000
TOTAL ACTIF NET	692 356	386 766	240 465	213 665	736 436	162 433	1 001 792	1 695 575	5 160 000

D. Annexe 4 : Feuille de saisie « Compte de résultat à cumuler et à retraiter »

COMpte DE RESULTAT A CUMULER ET A RETRAITER

	ok BG	ok BG	ok BG	ok BG	ok BG	ok BG	ok BG	ok BG	ok BG
INTITULES	SIEGE	FOYER	CAJ	C. HABITAT	IME HOLNON	CAFS	ESAT SOCIAL	ESAT COM	CUMUL
PRODUITS									
RECETTES JOURNEES		1 075 360	475 595	488 644	1 353 995	268 893	1 360 223		5 022 710
INDEM.JOURNALIERES		63	6 282						6 345
TRAVAUX ATELIER								487 872	487 872
SUBVENTION					990				990
REMBT CES & C.Q.					3 626			(2 110)	1 516
REMBT FRAIS FORM.					13 431	3 263	11 884		28 578
REMBT FRAIS				72 210			48 061		120 271
COMPLEMENT SALAIRE								0	
AVANTAGE NATURE					2 162	341			2 503
AUTRES RECETTES	101 999	223	307	214	2 874		25 512	1 169 857	1 300 986
PRODUITS FINANCIERS	3 449	2 292	59	755	10	1	3	28 381	34 950
QUOTE-PART SUBV.					3 712				3 712
PDTS EXCCE ANTER.			650		04		02		656
PDTS EXCEPTION.	398	2 669				3 528		4 282	10 877
REPRISE RESULTAT N-2					8 035				8 035
PROD.CESSION ELMT ACTIF		250			1 100				1 350
REPRISE PROV.		3 724						3 751	7 475
TRANSFERT CHARGES					367		574		940
TOTAL PRODUITS	105 846	1 084 581	482 894	561 823	1 390 306	276 027	1 446 258	1 692 032	7 039 766
CHARGES									
ALIMENTATION		53 883	21 714	31 883	52 961		9 972		170 414
AUTRES ACHATS	12 850	50 968	18 999	19 856	64 172	2 228	61948,28	43 297	274 317
SERVICES EXTERIEURS (61)	18 127	143 371	30 181	70 304	66 508	3 973	60802,45	9 997	403 264
AUTRES SERV EXT (62)	55 424	14 032	7 854	7 192	154 237	30 877	232542,2	9 027	511 186
IMPOTS	384	61 840	22 940	30 158	62 383	9 620	75672,24	2 971	265 968
CHARGES PERSONNEL	3 793	745 912	302 268	359 019	735 261	174 183	903140,95	1 425 064	4 648 640
CONGES PAYES								0	
AUTRES CHARGES	152	4 282	3 476	2 201	6 120		11570,05	7 465	35 266
AMORT. & PROV.	2 040	39 860	13 794	12 254	78 720	54 091	58300,11	39 867	298 927
CHARGES FINANC.	3 191	1 057	832	2 154	5 566	354	342,18	3 330	16 826
DOT.RES.TRESORERIE				3 060					3 060
PROV. RISQUES ET CHARGES					139 414		32208,81	1 503	173 126
CH. EXCCE ANT.		1 647							1 647
CESSION ELMT ACTIF								0	
CHARGES EXCEPT.	9 358	1 086	66	82	8 502	01	1712,36	363	21 171
TOTAL CHARGES	105 319	1 117 937	422 123	538 164	1 373 844	275 327	1 448 211	1 542 885	6 823 811
CONTROLE RESULTAT	527	(33 357)	60 770	23 659	16 461	699	(1 953)	149 147	215 955
Résultat retraité d'après feuille de calcul Christophe									
	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) Référence au détail feuille suivante

E. Annexe 5 : Tableaux sur les Valeurs Mobilières de Placement

date	désignation	Entrées	Px unit	valeur	date	sorties	Px unit.	vente	quantités	Px unit.	totaux	+value	-value
13/08/2002	OBLI LION EUR. MOY. TERME	7	304.72	2133.04	01/06/2006	7.00	371.36	2599.52	0.00	304.72	0.00	466.48	
	TOTAUX 31/12/2006	7.00		2133.04		7.00		2599.52	0.00		0.00	466.48	0.00
05/09/2002	TRILION SI	4	739.7	2958.80				0.00	4.00	739.70	2958.80	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	4.00		2958.80		0.00		0.00	4.00		2958.80	0.00	0.00
05/09/2002	OBLI LION OATL C FCP	33	111.88	3692.04	06/06/2006	6.00	131.71	790.26	0.00	111.88	0.00	118.98	
	OBLI LION OATL C FCP				04/09/2006	18.00	135.04	2430.72	9.00	111.88	1006.92	416.88	
10/10/2002	OBLI LION OATL C FCP	34	112.42	3822.28				0.00	34.00	112.42	3822.28	0.00	
03/05/2004	OBLI LION OATL C FCP	13	124.40	1617.20				0.00	13.00	124.40	1617.20	0.00	
31/01/2005	OBLI LION OATL C FCP	12	134.40	1612.81				0.00	12.00	134.40	1612.81	0.00	
03/10/2005	OBLI LION OATL C FCP	14	140.07	1960.94				0.00	14.00	140.07	1960.94	0.00	
09/01/2006	OBLI LION OATL C FCP	3	139.31	417.93				0.00	3.00	139.31	417.93	0.00	
06/03/2006	OBLI LION OATL C FCP	3	136.32	408.96				0.00	3.00	136.32	408.96	0.00	
03/05/2006	OBLI LION OATL C FCP	5	132.45	662.26				0.00	5.00	132.45	662.26	0.00	
29/03/2006	OBLI LION OATL C FCP	19	133.91	2544.21				0.00	19.00	133.91	2544.21	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	136.00		16738.63		24.00		3220.98	112.00		14053.51	535.86	0.00
19/06/2006	OBLI LION OATL D FCP	3.00	122.15	366.45				0.00	3.00	122.15	366.45	0.00	
19/12/2006	OBLI LION OATL D FCP	3.00	123.72	371.16				0.00	3.00	123.72	371.16	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	6.00		737.61		0.00		0.00	6.00		737.61	0.00	0.00
17/01/2002	SI IVAFRANCE	8	267.66	2141.28	04/09/2006	3.00	283.12	849.36	0.00	267.66	0.00	46.38	
					04/09/2006	2.00	285.95	571.90	0.00	267.66	802.98	36.58	
12/02/2002	SI IVAFRANCE	7	262.72	1839.04				0.00	7.00	262.72	1839.04	0.00	
19/10/2005	SI IVAFRANCE	7.5	167.76	1252.83				0.00	7.47	167.76	1252.83	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	22.47		5233.15		5.00		1421.26	17.47		3894.85	82.96	0.00
09/07/2002	SICAV ABF France ACTIONS SI.	19	92.6	1759.40	09/06/2006	19.00	125.30	2380.70	0.00	92.60	0.00	621.30	
	TOTAUX 31/12/2006	19.00		1759.40		19.00		2380.70	0.00	92.60	0.00	621.30	0.00
03/04/2003	OBLI LION EURO CREDIT	23	109.31	2514.13				0.00	23.00	109.31	2514.13	0.00	
03/05/2004	OBLI LION EURO CREDIT	6	116.15	696.90				0.00	6.00	116.15	696.90	0.00	
29/03/2006	OBLI LION EURO CREDIT	5	124.634	623.17				0.00	5.00	124.63	623.17	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	34.00		3834.20		0.00		0.00	34.00		3834.20	0.00	0.00
16/06/2003	LION GP 0608	244	10.3	2513.20				0.00	244.00	10.30	2513.20	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	244.00		2513.20		0.00		0.00	244.00		2513.20	0.00	0.00
04/11/2003	OBLI LION DIVERSIFIC	59	101.97	6016.23	04/09/2006	28.00	119.82	3354.96	31.00	101.97	3161.07	499.80	
03/05/2004	OBLI L DIVERS	23	104.73	2408.79				0.00	23.00	104.73	2408.79	0.00	
02/12/2004	OBLI L DIVERS	13	109.83	1427.84				0.00	13.00	109.83	1427.84	0.00	
29/03/2006	OBLI L DIVERS	16	121.84	1949.42				0.00	16.00	121.84	1949.42	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	111.00		11802.28		28.00		3354.96	83.00		8947.12	499.80	0.00
19/07/2004	GP OBLI EUROPE FCP	39	179.07	6983.73				0.00	39.00	179.07	6983.73	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	39.00		6983.73		0.00		0.00	39.00		6983.73	0.00	0.00
31/01/2005	FCP MONELION MULTI-STRAT FCP	69	100.98	6967.61	06/06/2006	7.00	104.15	729.05	62.00	100.98	6260.75	22.19	
01/03/2005	FCP MONELION MULTI-STRAT FCP	70	101.73	7120.90				0.00	70.00	101.73	7120.90	0.00	
04/04/2005	FCP MONELION MULTI-STRAT FCP	52	101.64	5285.09				0.00	52.00	101.64	5285.09	0.00	
08/07/2005	FCP MONELION MULTI-STRAT FCP	3	102.75	308.24				0.00	3.00	102.75	308.24	0.00	
19/06/2006	FCP MONELION MULTI-STRAT FCP	5	105.25	526.26				0.00	5.00	105.25	526.26	0.00	
19/12/2006	FCP MONELION MULTI-STRAT FCP	5	107.84	539.19				0.00	5.00	107.84	539.19	0.00	
	TOTAUX 31/12/2006	204.00		20747.29		7.00		729.05	197.00		20040.43	22.19	0.00